

Art. 6. In artikel 7 § 2 van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° de dosering garanderen van de volgende merkstoffen : TSH, 17-OH-Progesteron, fenylalanine, tyrosine, leucine, methionine, totale galactose, activiteit van biotinidase, acylcarnitines in C3, C5-DC, C5, C8-C6-C10-C10 :1, C4-C5-C6-C8-C10-C12-C14-C16, C14 :1-C14 :2-C14, hydroxypalmitoylecarnitine (C16OH), vrije carnitine en trypsine (samen, indien nodig, met het onderzoek van afwijkingen van het gen CFTR) en de detectie van exon 7 van het SMN 1-gen na amplificatie door qPCR (samen, indien nodig, met een Multiplex-test ligation-dependent probe amplificatie om het aantal kopie van het SMN2-gen te bepalen) ; voor de opsporing van de overeenstemmende aandoeningen, met name : hypothyreoïdie, bijnierhyperplasie, fenylketonurie, tyrosinemie, leukinose, homocystinurie, galactosemie, deficiëntie in biotinidase, methylmalonacidemie (MMA), propionzuuracidemie (PA), glutaaracidurie van type I (GAI), isovaleriaanzuuracidemie (IVA), het medium keten acyl-CoA-dehydrogenasedeficiëntie van vetzuren (MCAD), de multiple acyl-CoA dehydrogenasedeficiëntie (MADD), acyl-CoA dehydrogenase deficiëntie van vetzuren met zeer lange keten (VLCAD), het lange keten 3-hydroxyacyl-CoA dehydrogenase deficiëntie (LCHAD), carnitine opname deficiëntie (CUD), mucoviscidose en spinale spieratrofie. »

Art. 7. In artikel 8, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden « 120 uur van het leven » vervangen door de woorden « 96 uur van het leven ».

Art. 8. In artikel 9, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « 120 uur van het leven » vervangen door de woorden « 96 uur van het leven ».

Art. 9. In artikel 15, paragraaf 1, van hetzelfde besluit wordt de laatste zin die begint met « - de resultaten » en die eindigt met de woorden « du gène CFTR » vervangen als volgt :

« de resultaten van elke uitgevoerde analyse, namelijk de test van de volgende markers: TSH, 17-OH-progesteron, fenylalanine, tyrosine, leucine, methionine, totaal galactose, biotinidaseactiviteit, acylcarnitines in C3, C5-DC, C5, C8-C6 -C10-C10: 1, C4-C5-C6-C8-C10-C12-C14-C16, C14: 1-C14: 2-C14, hydroxypalmitoylecarnitine (C16OH), vrije carnitine en trypsine (eventueel geassocieerd met het zoeken naar gerichte afwijkingen van het CFTR-gen) en de detectie van exon 7 van het SMN 1-gen na amplificatie door qPCR (eventueel gecombineerd met een Multiplex ligatie-afhankelijke testsonde amplificatie om het aantal kopieën van het SMN2-gen te bepalen). ».

Art. 10. In artikel 20, 5°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° *a)* wordt aangevuld met de woorden « en moleculaire » ;

2° in *b)*, worden de woorden « en moleculaire » ingevoegd tussen de woorden « uitgevoerde biochemische » en het woord « tests ».

Art. 11. In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « 19,73 euro » vervangen door de woorden « 32,32 euro ».

Art. 12. In artikel 21, § 3, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Die indexering wordt berekend als volgt :

32.32 euro x gezondheidsindexcijfer van januari van het betrokken begrotingsjaar
Referentiegezondheidsindexcijfer van januari 2021 ».

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2021.

Art. 15. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 maart 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/41082]

25 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'État, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'État et l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise ;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2020 ;

Vu le protocole de négociation du 8 décembre 2020 Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 8 décembre 2020 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au point " directeur » du sous-titre " Du personnel des cours techniques et professionnels secondaires supérieurs » du chapitre B de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, les points *a)*, *b)* et *c)* sont abrogés et remplacés comme suit :

« *a)* porteur d'un diplôme de master 471 ;

b) porteur d'un diplôme de bachelier 418 ».

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le chapitre A, les mots " directeur d'une école maternelle autonome : » sont précédés d'un chiffre « 1. » ;

2° dans le chapitre A, il est inséré un point 2 rédigé comme suit :

« 2. Directeur adjoint d'une école maternelle autonome :

a) porteur d'un master en sciences de l'éducation ou du master en psychopédagogie ou de la licence en sciences de l'éducation, ou de la licence en sciences et techniques de la formation continue, ou de la licence en sciences psychopédagogiques, ou de la licence en psychopédagogie, ou de la licence en politique de formation et psychopédagogie, ou de la licence en politiques et pratiques de formation : 416 ;

b) porteur d'un autre titre : 245. » ;

3° dans le Chapitre B, point 7 :

- le point *e)* est abrogé et remplacé par les termes suivants : " d'une école primaire comptant de 1 à 3 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement primaire, du barème 415 ou d'une école fondamentale comptant de 1 à 3 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement maternel ou primaire, du barème 415 459/2 » ;

- le point *f)* est abrogé et remplacé par les termes suivants : " d'une école primaire comptant de 4 à 6 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement primaire, du barème 415 ou d'une école fondamentale comptant de 4 à 6 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement maternel ou primaire, du barème 415 459/2 » ;

- le point *g)* est abrogé et remplacé par les termes suivants : " d'une école primaire comptant de 7 à 9 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement primaire, du barème 415 ou d'une école fondamentale comptant de 7 à 9 classes et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement maternel ou primaire, du barème 415 459/3 » ;

- le point *h)* est abrogé et remplacé par les termes suivants : " d'une école primaire comptant 10 classes et plus, et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement primaire, du barème 415 ou d'une école fondamentale comptant 10 classes et plus, et qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'exercice d'une fonction de recrutement de l'enseignement maternel ou primaire, du barème 415 459/4 » ;

4° dans le chapitre B, un point *7bis* rédigé comme suit est inséré :

" *7bis.* Directeur adjoint d'une école primaire autonome ou annexée et directeur adjoint d'une école fondamentale autonome ou annexée :

a) 245 ;

b) Qui remplit les conditions pour bénéficier, pour l'une des fonctions de l'enseignement fondamental, du barème 415 : 416. » ;

5° au Chapitre Dbis, point 4 :

- le point a) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de master 416 » ;
- le point b) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de bachelier 245 » ;
- le point c) est abrogé ;

6° au Chapitre Dbis, point 5 :

- le point a) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de master 422 » ;
- le point b) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de bachelier 271 » ;
- le point c) est abrogé ;

7° au Chapitre Dbis, point 8 :

- le point a) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de master 460 » ;
- Le point b) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de bachelier 271 » ;
- le point c) est abrogé ;

8° au Chapitre Dbis, point 11 :

- le point a) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de master 471 » ;
- le point b) est abrogé et remplacé par ceci : " porteur d'un diplôme de bachelier 418 » ;
- le point c) est abrogé.

Art. 3. Les directeurs et directeurs adjoints (anciennement proviseur ou sous-directeur) définitifs conservent leur ancien barème, s'il était plus favorable. Les directeurs stagiaires peuvent également conserver l'ancien barème jusqu'à leur nomination ou engagement à titre définitif dans la fonction qu'ils occupent.

Pour les membres du personnel exerçant la fonction de directeur ou directeurs adjoints (anciennement proviseur ou sous-directeur), à titre temporaire à la veille du 1^{er} septembre 2019, ceux-ci peuvent conserver leur ancien barème s'il était plus favorable.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2021 à l'exception de l'article 1^{er} et des points 3° et 5° à 8° de l'article 2 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2019.

Bruxelles, le 25 mars 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41082]

25 MAART 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, aan de personeelsleden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de personeelsleden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat en van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur;

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, aan de personeelsleden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de personeelsleden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 september 2020;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 8 december 2020 van het Comité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het onderhandelingscomité van 8 december 2020 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onder punt “ directeur » van de ondertitel “ Personeel van de hogere secundaire technische en beroepscursussen » van hoofdstuk B van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, worden de punten *a)*, *b)* en *c)* opgeheven en vervangen als volgt :

“ *a)* houder van een diploma van master 471 ;

b) houder van een diploma van bachelor 418 ».

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, aan de personeelsleden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de personeelsleden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in hoofdstuk A worden de woorden “ directeur van een autonome kleuterschool : » voorafgegaan door een cijfer “ 1. ” ;

2° in hoofdstuk A wordt een punt 2 ingevoegd luidend als volgt :

“ 2. Adjunct-directeur van een autonome kleuterschool :

c) Houder van een master in de opvoedingswetenschappen of van een master in de psychopedagogie of licentiaat in de opvoedingswetenschappen, of licentiaat in de wetenschappen en technieken van de voortgezette opleiding of licentiaat in psychopedagogische wetenschappen of licentiaat in de psychopedagogie, of licentiaat in beleid inzake opleiding en psychopedagogie, of licentiaat in beleid en praktijk inzake opleiding : 416 ;

d) Houder van een ander bekwaamheidsbewijs : 245. ” ;

3° in hoofdstuk B, punt 7 :

- punt *e)* wordt opgeheven en vervangen door de volgende woorden : “ van een lagere school met 1 tot 3 klassen die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt voor het lager onderwijs, voor een barema 415 of van een basisschool met 1 tot 3 klassen en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt in het kleuter- of lager onderwijs, voor de barema 415 459/2 ” ;

- punt *f)* wordt opgeheven en vervangen door de volgende woorden : “ van een lagere school met 4 tot 6 klassen die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt voor het lager onderwijs, voor de barema 415 of van een basisschool met 4 tot 6 klassen en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt in het kleuter- of lager onderwijs, voor de barema 415 459/2 ” ;

- punt *g)* wordt opgeheven en vervangen door de volgende woorden : “ van een lagere school met 7 tot 9 klassen die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt voor het lager onderwijs, voor de barema 415 of van een basisschool met 7 tot 9 klassen en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt in het kleuter- of lager onderwijs, voor de barema 415 459/3 » ;

- punt *h)* wordt opgeheven en vervangen door de volgende woorden : “ van een lagere school met 10 klassen of meer, en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt voor het lager onderwijs, voor de barema 415 of van een basisschool met 10 klassen of meer, en die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor de uitoefening van een wervingsambt in het kleuter- of lager onderwijs, voor de barema 415 459/4 ” ;

4° in hoofdstuk B wordt een punt *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“ *7bis*. Adjunct-directeur van een autonome of verbonden lagere school en adjunct-directeur van een autonome of verbonden basisschool :

c) 245 ;

d) die voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te kunnen komen, voor één van de ambten van het basisonderwijs, voor de barema 415 : 416. ” ;

5° in hoofdstuk Dbis, punt 4 :

- wordt punt *a*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van master 416 ” ;

- wordt punt *b*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van bachelor 245 ” ;

- wordt punt *c*) opgeheven ;

6° in hoofdstuk Dbis, punt 5 :

- wordt punt *a*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van master 422 ” ;

- wordt punt *b*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van bachelor 271 ” ;

- wordt punt *c*) opgeheven ;

7° in hoofdstuk Dbis, punt 8 :

- wordt punt *a*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van master 460 ” ;

- wordt punt *b*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van bachelor 271 ” ;

- wordt punt *c*) opgeheven ;

8° in hoofdstuk Dbis, punt 11 :

- wordt punt *a*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van master 471 ” ;

- wordt punt *b*) opgeheven en vervangen als volgt : “ houder van een diploma van bachelor 418 ” ;

- wordt punt *c*) opgeheven.

Art. 3. De vaste directeurs en adjunct-directeurs (voormalig rector of onderdirecteur) behouden hun oude barema, indien deze gunstiger was. Stagedoende directeurs kunnen ook de oude barema behouden tot hun benoeming of aanwerving in vast verband in het ambt dat ze bekleeden.

Voor personeelsleden die het ambt van directeur of adjunct-directeur (voormalig rector of onderdirecteur) uitoefenen, op tijdelijke basis op de vooravond van 1 september 2019, kunnen zij hun oude barema behouden als deze gunstiger was.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2021 met uitzondering van artikel 1 en de punten 3° en 5° tot 8° van artikel 2 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2019.

Brussel, 25 maart 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/41181]

26 MARS 2021. — Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de police du 26 octobre 2020 arrêtant un couvre-feu de 22h à 6h sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. — Erratum

L'article 1^{er} de l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mars 2021 modifiant l'arrêté de police du 26 octobre 2020 arrêtant un couvre-feu de 22h à 6h sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale doit se lire de la manière suivante :

« L'article 5 de l'arrêté du Ministre-Président du 26 octobre 2020 arrêtant un couvre-feu de 22h à 6h sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale est remplacé comme suit :

« Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 25 avril 2021 inclus » »

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/41181]

26 MAART 2021. — Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het politiebepsluit van 26 oktober 2020 tot uitvaardiging van een avondklok van 22u tot 6u op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. — Erratum

Artikel 1 van Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 maart 2021 tot wijziging van het politiebepsluit van 26 oktober 2020 tot uitvaardiging van een avondklok van 22u tot 6u op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet als volgt worden gelezen:

“Artikel 5 van Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 2020 tot uitvaardiging van een avondklok van 22u tot 6u op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vervangen als volgt:

“De maatregelen opgelegd door dit besluit gelden tot en met 25 april 2021.” ”